

**Communiqué de presse des personnels d'éducation
du lycée Queneau de Villeneuve d'Ascq
(Enseignants, AE, AESH)**

Nous, personnels d'éducation du lycée Raymond Queneau, réunis en AG, déplorons la situation chaotique qu'a connu notre établissement ce vendredi matin 6 décembre.

Dans le contexte d'un blocage de l'entrée du lycée par un mouvement lycéen, des élèves ont été aspergés de gaz lacrymogènes par les forces de police et des mouvements de foule se sont produits lorsque ces élèves ont cherché refuge dans l'établissement. L'alarme anti-incendie a retenti sans qu'il ait été procédé à l'évacuation des élèves, dont certains composaient (dans des conditions qui rendaient tout travail serein impossible), d'autres étaient en cours et des dizaines, voire des centaines d'autres, occupaient les couloirs. Beaucoup d'élèves ont dû être accueillis à l'infirmerie suite aux effets des gaz lacrymogènes. Dans le chaos régnant, des individus extérieurs au lycée se sont introduits dans son enceinte et des dégradations ont été commises. Après que des pétards ont explosé dans le hall d'entrée, il a, enfin, été donné l'ordre d'évacuer le lycée.

Nous comprenons mal qu'un blocus pacifique se termine de cette manière. L'intervention musclée des forces de l'ordre et l'emploi de gaz lacrymogènes à l'encontre d'élèves très majoritairement pacifiques risquent d'envenimer la situation dans les jours qui viennent. Il se crée ainsi, en outre, des situations potentiellement très dangereuses. Après 10 heures du matin, après donc l'évacuation du lycée, plus aucun élève n'était en cours. Les blocus non-réprimés n'ont jamais autant vidé nos salles de classe.

Nous sommes choqués par le traitement que nos élèves ont subi. Nous constatons que la décision de recourir à une répression et à des moyens clairement disproportionnés, a mis les élèves et les personnels en danger, à l'intérieur même de l'établissement.

Si une telle situation venait à se reproduire, nous ne serions pas en mesure d'assurer nos fonctions d'enseignement.

PS : L'intersyndicale, ayant rencontré la direction sur mandat de l'assemblée générale des enseignants, a reçu l'assurance que, dans un souci d'apaisement, les forces de l'ordre ne seraient pas requises afin de, dans une démarche de conciliation, laisser sa place au dialogue. L'intersyndicale se félicite de cette décision qu'elle estime sage.